

Conseil suisse des religions – Rapport annuel 2014

Lors de ses quatre sessions ordinaires, le Conseil suisse des religions (SCR) s'est consacré à différents sujets. Parmi ceux-ci la relation entre religion, politique et société laïque, le thème de l'„oumma suisse“ ainsi que les problématiques liées à l'antisémitisme, l'islamophobie, la persécution des chrétiens et le racisme ont tenu une place centrale. De plus, le processus de discussion qui concerne l'organisation du SCR a été clos.

Le nouveau président a pris ses fonctions

Le 1^{er} janvier 2014, le Dr. Hisham Maizar a remplacé le Dr. Herbert Winter en tant que président du SCR. Le Conseil a rendu hommage au mandat de trois ans du Dr. Herbert Winter et l'a remercié. Il garde sa qualité de membre du Conseil suisse des religions.

Passage ajouté : Le décès de notre cher président, le Dr. Hisham Maizar, le 14 mai 2015, a provoqué une grande consternation et une immense tristesse. Sa disparition est une grande perte pour le Conseil suisse des religions. Dès la fondation du Conseil en 2006, il s'est consacré au dialogue interreligieux en Suisse avec cœur, discernement et implication et il s'est particulièrement engagé pour bâtir des ponts entre les religions. Nous saluons sa mémoire avec émotion.

Nouveau conseil consultatif

Ces dernières années, le Conseil suisse des religions s'est intensément consacré à la révision de son mandat et à son fonctionnement. Aucune modification ou adaptation du mandat aux circonstances actuelles n'a pour l'heure été mise en œuvre. Toutefois, le Conseil a décidé de mettre en place un conseil consultatif. A cette fin, un groupe de travail du SCR a élaboré un concept ainsi qu'un règlement qui a été ratifié lors de la dernière séance du Conseil de l'année. Les expertes *Sara Kviat Bloch* et *Ümran Bektas* sont devenues membres du conseil consultatif, une troisième représentante (pour les églises chrétiennes) n'était pas encore désignée à la fin de l'année 2014. Ce conseil consultatif fait office de *think tank* : son rôle est de fournir des informations de fond au Conseil, de développer ses propres idées, de proposer des sujets, d'approfondir

des questions, d'établir des expertises ainsi que de soumettre au Conseil les résultats de son travail. Il soutient ainsi le Conseil dans l'accomplissement de son mandat.

Religion, politique et société laïque

Au cours de l'année passée, le Conseil s'est à nouveau consacré à la relation entre religion et société laïque, et plus particulièrement à la question de savoir si le Conseil des religions devait plus souvent prendre position publiquement sur des sujets politiques. Aucun consensus n'a encore pu être trouvé. Une partie des membres du Conseil est toutefois convaincue que des prises de position sur l'interdiction des minarets, de la circoncision et du voile, signées par le Conseil, auraient plus de poids dans l'opinion publique. Cela nécessite cependant que toutes les églises et communautés religieuses aient trouvé un consensus au préalable. Le Conseil poursuit cette discussion et statuera sur une prise de position au cas par cas.

Antisémitisme, persécution des chrétiens, islamophobie et racisme

Dans une ambiance de dialogue, les membres du Conseil ont échangé sur l'état d'esprit des différentes communautés religieuses vis-à-vis des hostilités antisémites et des incitations à la violence contre les juifs lors des manifestations à Zurich en été 2014. Les conflits armés au Proche-Orient et les persécutions des chrétiens et autres minorités religieuses en Irak et en Syrie ont eu, ici en Suisse, des répercussions sur la relation entre les trois religions monothéistes. Pour cette raison, un certain nombre de membres du Conseil tenaient fortement à ce que ces sujets soient abordés ouvertement. Au cours de l'été, des fortes hostilités antisémites et incitations à la violence contre les juifs en Suisse sont survenues. Des médias ont émis la supposition que cette vague antisémite - qui a été principalement perçue sur les réseaux sociaux par des incitations à manifester à Zurich - soit un nouveau phénomène d'antisémitisme attisé par des secondos musulmans en Suisse.

Oumma suisse

La séance du Conseil du 19 novembre 2014 était consacrée au sujet de l'„oumma suisse“. A cette occasion, le Conseil a invité *Quirin Weber*,

chargé d'enseignement en droit constitutif religieux à l'Université de Lucerne et coauteur d'une étude sur la reconnaissance d'autres communautés religieuses en Suisse.

Participation à la conférence interreligieuse du Conseil de l'Europe

À la demande du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), l'Évêque Harald Rein a représenté le Conseil des religions lors d'une conférence interreligieuse qui a eu lieu début septembre à Bakou (Azerbaïdjan). Organisée par le Conseil de l'Europe, le sujet principal de la conférence portait sur le lien entre état et religions dans les différents pays européens. La liste des participants comprenait des représentants politiques et des collaborateurs du Conseil de l'Europe ainsi que des représentants d'institutions religieuses telles que le Conseil suisse de religions (SCR), l'Église évangélique allemande, le Consilium Conferentiarum Episcoporum Europae (CCEE) ou le Conseil des religions français. Une résolution était planifiée sur l'État islamique et la persécution des chrétiens en Syrie, mais les participants n'ont ratifié aucune résolution car chrétiens et musulmans ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un texte commun. De même, aucun résultat n'a été publié sur la Conférence qui a duré trois jours (avec programme cadre) et à laquelle environ 120 personnes ont participé.

Rencontre avec le conseiller fédéral Alain Berset

Une rencontre avec le conseiller fédéral Alain Berset a eu lieu le 15 septembre 2014 à Berne. La rencontre suivante a été fixée au 2 mars 2015 à la fin de la réunion.

Passage ajouté : Un des sujets traités lors de la rencontre avec le conseiller fédéral Alain Berset et du Conseil suisse des religions (SCR) le 2 mars 2015 à Berne était l'agressivité croissante envers les musulmans et les juifs. Le chef du Département fédéral de l'intérieur (DFI) a affirmé que le Conseil fédéral partageait cette préoccupation. Dans un pays aussi hétérogène sur le plan culturel qu'est la Suisse, la cohabitation pacifique est une responsabilité permanente et collective. Le conseiller fédéral Alain Berset salue l'engagement résolu et public du SCR pour le respect mutuel et le dialogue interreligieux. Il invite le

Conseil à intensifier ce dialogue et à également intégrer d'autres communautés religieuses.

A la suite de la rencontre avec le conseiller fédéral Alain Berset, une délégation du SCR a eu l'occasion d'échanger avec le président du Conseil des États, Claude Hêche. Pour le président du Conseil des États, les communautés religieuses sont des acteurs sociaux majeurs et partenaires importants des autorités politiques. Selon lui, il est important que les communautés religieuses s'expriment d'une seule voix face à la politique, comme c'est notamment le cas du Conseil suisse des religions. Le délégation du SCR a également été saluée par le président du Conseil national, Stéphane Rossini.

Contacts réguliers avec IRAS COTIS

La secrétaire du Conseil, Judith Stofer, a continué à entretenir des contacts réguliers avec la directrice de IRAS COTIS, Katja Joho, durant toute l'année.

Le *Conseil suisse des religions SCR* est composé de personnalités dirigeantes des trois Églises nationales chrétiennes, de la communauté juive, de la paroisse orthodoxe et d'organisations islamiques qui ont chacune été mandatées par leurs autorités suprêmes. En plus, une experte de chaque religion, soit du Christianisme, de l'Islam et du Judaïsme, fait partie des membres du Conseil. Le Conseil cherche avant tout à contribuer au maintien et à la promotion de la paix religieuse et à promouvoir la compréhension et la confiance entre les responsables des communautés religieuses. L'essentiel du contenu des discussions a une répercussion sur les autorités suprêmes des communautés religieuses. Le SCR constitue également un interlocuteur pour les autorités fédérales.